



## Ukraine : Poutine, dans le piège américain

Par [Jean Geronimo](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2024

Région : [Russie et CEI](#)  
Thème: [Guerre USA OTAN](#)

« Si nous n'adhérons pas à l'OTAN, elle sera absorbée par la Russie d'ici 10 à 12 ans (...). Le prix à payer pour rejoindre l'OTAN est un grand conflit avec la Russie. »

Olekseï Arestovitch

Conseiller du président Zelensky

Kiev, le 18/02/2019

.

Gangrénée par la montée du puissant courant néolibéral de la mondialisation heureuse, l'Ukraine a été la cible de deux tentatives de *regime change* : les révolutions « orange » de 2004 et du Maïdan de 2014, largement alimentées par la manne politico-financière américaine. Dans le cadre de sa stratégie anti-communiste globalisée et relancée par l'indépendance de l'Ukraine en 1991, Washington a initialement investi 5 milliards de dollars pour accélérer sa « transition démocratique » vers le marché européen – destinée messianique, promise par l'histoire.

Perpétré contre un président démocratiquement élu et reconnu par l'OSCE, avec le soutien actif du sénateur américain John McCain et de la secrétaire d'état Victoria Nuland, le putsch révolutionnaire du Maïdan va imposer dans le sang un pouvoir pro-européen rejeté par la population russophone de l'Est-ukrainien mais recouvert, plus tard, d'un vernis électoral fondant sa légitimité. Tout en surfant sur le réveil des idéologies néonazies contre « l'ennemi russe », cette violence politique va nourrir le terreau d'une guerre civile entre février 2014 et février 2022, sanctionnée au final par 15000 morts. Au début du Maïdan, Victoria Nuland invitera le « gouvernement ukrainien à écouter la voix de son peuple ». Plus tard, en choisissant les membres du gouvernement formé à l'issue du putsch – dont certains sont naturalisés la veille – elle poussera l'ingérence américaine à un niveau inouï. Aiguillé de l'étranger, ce renversement de régime va provoquer la révolte du Donbass ouvrier et russophone, devenant ainsi la pierre angulaire d'une guerre au cœur de l'Europe. A l'instar des révolutions du Printemps arabe, on note le rôle décisif de mystérieux snippers – liés aux ultranationalistes nazifiants – pour déstabiliser la situation et, après le meurtre de 30 policiers, transformer la protestation pacifique en bain de sang. Contrairement au récit officiel, le Maïdan était donc loin d'être un mouvement pacifique et spontané.

Face au soulèvement des régions russophones et avec le soutien américain, le régime kévien choisira la solution forte en bombardant, depuis 2014 et de manière continue, le

Donbass rebelle. Le 15 avril 2014, le président par intérim, Oleksandr Tourtchynov, lance une « opération anti-terroriste » contre son propre peuple et, par cet acte, renonce à toute négociation. Le 2 mai 2014 est perpétré le massacre d'Odessa (48 morts) – resté impuni, faute de réelle enquête – par l'extrême-droite ukrainienne contre la mouvance de gauche pro-russe. Atisée par une politique de déculturation anti-russe, la violence aveugle du pouvoir ukrainien explique la mutation d'une simple rébellion régionale en mouvement séparatiste prônant le rattachement du Donbass à la « mère patrie ». Elle sera à l'origine d'une ingérence russe croissante pour protéger les régions russophones des dérives criminelles et fascisantes du régime kiévien. C'est contre cette tuerie sournoise et légalisée par le silence ahurissant de la Communauté internationale que Poutine va réagir. Le piège américain prend forme.

Par les accords de Minsk de septembre 2014 et février 2015, il y aura une tentative russo-ukrainienne de négocier la paix via un statut spécial – autonome – pour le Donbass. Pour Moscou, ces accords étaient « la seule chance de ramener la paix en Ukraine ». Cependant, ils ne traitaient pas le cas de la Crimée, dont le rattachement à la Russie par référendum en mars 2014 n'a jamais été reconnu par l'ONU, l'UE et les États-Unis. Selon Poutine, son annexion répondait à la nécessité de garder la base de Sébastopol pour éviter une nouvelle « crise de Cuba » : l'installation d'une base américaine mettant Moscou à portée de missiles. Dans ce compromis de Minsk, l'intégrité territoriale de l'Ukraine – hors Crimée – était donc globalement respectée. Or, continuellement violés par les deux belligérants, ces accords seront définitivement rendus caducs par un document officiel du 10 novembre 2021 : la Charte américano-ukrainienne de partenariat stratégique confirmant la volonté de Kiev de reprendre par la force les régions rebelles. Signée dans le dos des russes et – curieusement – peu médiatisée, cette Charte est perçue par Poutine comme une ultime trahison actant l'imminence d'une offensive ukrainienne. Sa conviction est renforcée par 3 signaux concordants en février 2022 : accélération des bombardements sur le Donbass (confirmée par l'OSCE) et concentration de l'armée ukrainienne (200 000 hommes) aux abords de cette zone, avec une activité aérienne anormale. En général, une telle configuration prépare le début d'une attaque.

En fait, il y avait un réel intérêt de Washington à s'ingérer dans le processus « révolutionnaire » du Maïdan pour le détourner et déclencher, plus tard, une guerre en Ukraine : d'abord, ses ventes d'armes à ses alliés otaniens ont été multipliées par deux en 2022 ; ensuite, son GNL plus chère et polluant a, en partie, remplacé le gaz russe couvrant 40% de l'approvisionnement européen avant le conflit ; enfin, renforcée par ce conflit, l'OTAN a retrouvé son unité sous verrou américain en absorbant les anciens alliés de Moscou. En 2022, les importations de GNL américain de l'Union européenne ont été multipliées par 2,5 par rapport à 2021. Cette évolution sera accélérée par le sabotage en mer Baltique des gazoducs Nord Stream, le 26 septembre 2022. A l'époque, la déferlante médiatique a accusé la Russie qui, pourtant, n'avait aucun intérêt à détruire ses propres infrastructures pour perdre son statut de fournisseur privilégié de l'Europe – d'autant plus qu'il suffisait de fermer le robinet ! Très rentable pour Washington, mais irrationnelle sur le plan économique et suicidaire sur le plan politique, cette stratégie énergétique a relancé l'inflation en Europe en aggravant sa dépendance atlantique.

Pourtant, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité du 20 février 2007, Poutine avait fixé ses lignes rouges sur la « menace existentielle » créée par l'encerclement de l'OTAN et son élargissement à la Géorgie et l'Ukraine. *De facto*, cette extension acterait la non-neutralité politique de Kiev et, donc, sa mutation en menace majeure pour la Russie – via

l'installation de systèmes anti-missiles dans son Etranger proche. Or, contrairement aux promesses faites au leader soviétique Gorbatchev, l'OTAN a doublé de taille depuis l'implosion de l'URSS en 1991. Cette configuration géostratégique a catalysé la montée du nationalisme russe anti-occidental et, en définitive, convaincu Poutine du retour d'une OTAN hostile, ressuscitée de la Guerre froide. En occultant son avertissement de Munich de février 2007, le sommet de l'OTAN de Bucarest en avril 2008 est perçu par Poutine comme une provocation politique lui faisant craindre le pire : la création de bases otaniennes en Ukraine et la perte de sa base de Sébastopol, stratégique pour l'accès aux mers chaudes. Le 19 février 2022, à la Conférence de Munich sur la sécurité et avec le blanc-seing américain, Zelenski met volontairement le feu aux poudres en exigeant son adhésion à l'OTAN. En violation du mémorandum de Budapest du 4 décembre 1994 actant la dénucléarisation de l'Ukraine, il réclame le droit de se doter de l'arme nucléaire. En tant qu'*homo-sovieticus* trahis par l'Occident, Poutine choisit le contrôle des territoires « critiques » pour mieux les défendre (option humanitaire) et, dans le même temps, renforcer son glacis sécuritaire (option stratégique). Au motif officiel de protéger les populations russophones sur la base de l'article 51 de la Charte des Nations unies relatif au droit à la légitime défense, « l'invasion » russe commence le 24 février 2022. Le piège américain se referme.

Fin mars 2022, après le début de l'offensive russe, un compromis de paix était sur le point d'être signé mais aussitôt sabordé par une ultime pression anglo-américaine. Le parti de la guerre avait gagné - et le peuple ukrainien, sacrifié sur l'autel anti-russe de la stratégie du chaos.

Jean Geronimo

Jean Geronimo : *Universitaire, Docteur en sciences économiques. Spécialiste des questions économiques et géostratégiques russes.*

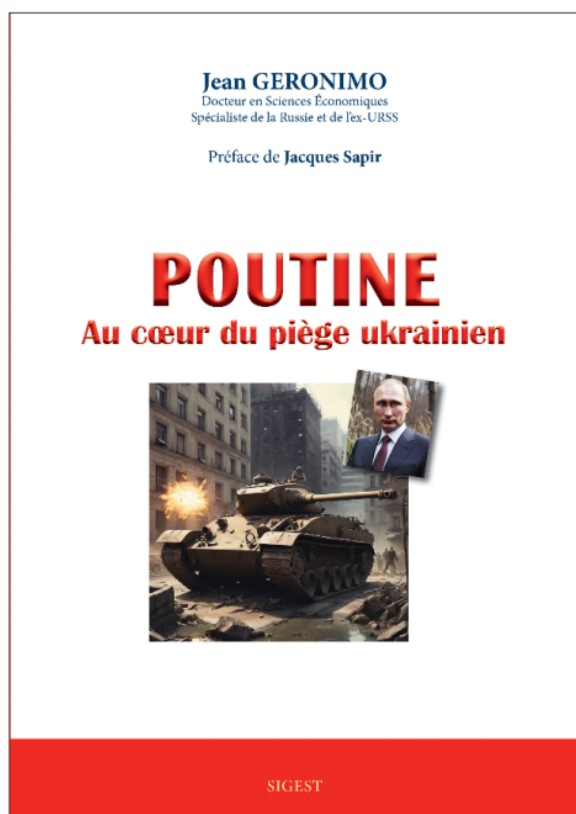
Dernier ouvrage paru :

*Poutine, au cœur du piège ukrainien*

Ed. Sigest, mars 2024

Prix : 15 euros

Nb : ce livre est disponible dans les librairies FNAC et DECITRE de Grenoble, sinon sur AMAZON.



EAN : 9782376040798 - 15 euros

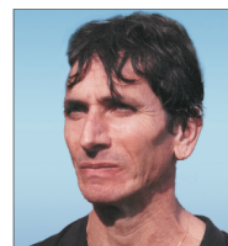
l  
a  
l  
i  
b  
r  
a  
i  
r  
i  
e  
.  
c  
o  
m



de **Jean GERONIMO**  
Préface de Jacques Sapir

Contrairement au narratif occidental, la guerre russo-ukrainienne n'a pas commencé avec « l'invasion russe » du 24 février 2022, mais change simplement de dimension à partir de cette date. En effet, cette guerre résulte d'une stratégie anti-russe mise en œuvre depuis la disparition de l'URSS, le 25 décembre 1991 et qui, durant la transition post-soviétique de la Russie, vise à la marginaliser sur la scène internationale pour empêcher tout retour de la « menace rouge ». Cette stratégie se radicalise dans les années 2000 contre le régime de Vladimir Poutine, coupable de vouloir reconstruire une grande puissance contre le leadership politico-militaire américain.

**Jean Geronimo** est Docteur en Économie et expert sur les questions de la Pensée économique et stratégique russe.



La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Jean Géronimo](https://www.mondialisation.ca/), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : [Jean Géronimo](https://www.mondialisation.ca/)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca/) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca/) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca/) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)